

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT**

**DIXIÈME SESSION DE LA CNUCED**

**Table ronde de haut niveau sur le commerce et le développement :  
Orientations pour le XXIème siècle**

**LE CONFLIT HISTORIQUE DU SOCIALISME  
ET DU CAPITALISME  
ET LA TRANSFORMATION POST-SOCIALISTE**



Distr.  
GÉNÉRALE

TD(X)/RT.1/3  
13 décembre 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

## **DIXIÈME SESSION DE LA CNUCED**

### **Table ronde de haut niveau sur le commerce et le développement : Orientations pour le XXIème siècle**

#### **LE CONFLIT HISTORIQUE DU SOCIALISME ET DU CAPITALISME ET LA TRANSFORMATION POST-SOCIALISTE**

Note : Les vues exprimées dans le présent document n'engagent que leur auteur et ne représentent pas nécessairement les vues du secrétariat de la CNUCED.

## Résumé

L'interaction fondamentale entre socialisme et capitalisme est apparue au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le socialisme avait différentes significations étroitement liées: il représentait une tendance intellectuelle basée sur la critique de la société bourgeoise en formation; il était l'expression d'un mouvement politique et social ayant pour objectif la réalisation de réformes, l'acquisition d'une position d'influence ou le pouvoir; et il désignait un système économique et social idéal destiné à remplacer et à surmonter le capitalisme et ce qui était perçu comme ses défauts. Bien qu'extrêmement diversifié dans ces trois domaines, le socialisme en général a acquis une influence universelle, plus spécialement entre 1848 et la première guerre mondiale. Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, la relation entre capitalisme et socialisme a pris une dimension nouvelle avec l'émergence de "systèmes socialistes" historiques réels qui regroupaient près d'un tiers de la population mondiale au milieu du siècle. Ce nouveau développement, et la co-évolution qui en est résultée entre les deux familles d'économies nationales historiques - l'économie capitaliste et l'économie socialiste -ont profondément influencé et modifié les trois autres dimensions (intellectuelles, politiques et normatives) du socialisme héritées du siècle précédent. Quand les systèmes socialistes ont finalement disparu au tournant des années 80 et 90, un cycle majeur de l'histoire économique et sociale moderne a pris fin. Un important aspect des sciences sociales modernes s'est constitué dans le contexte de la relation entre capitalisme et socialisme. Le présent document analyse la confrontation des deux systèmes et tire quelques conclusions initiales de l'expérience des dernières décennies.



## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Résumé	iii
I. Arguments pour le capitalisme et le socialisme . . . . .	1
II. Comparaison des deux systèmes . . . . .	2
III. Principales périodes de la co-évolution et perceptions mutuelles . . . . .	4
IV. Arrangements institutionnels et styles de développement . . . . .	5
V. Le processus de transformation et la doctrine de la transition . . . . .	7
VI. Quelques leçons provisoires . . . . .	12
Références . . . . .	16

# **LE CONFLIT HISTORIQUE DU SOCIALISME ET DU CAPITALISME ET LA TRANSFORMATION POST-SOCIALISTE**

*Bernard Chavance*

## **1. ARGUMENTS POUR LE CAPITALISME ET LE SOCIALISME**

Les principaux arguments des partisans du capitalisme et du socialisme ont été articulés au XIX<sup>ème</sup> siècle. L'expérience du XX<sup>ème</sup> siècle a induit une adaptation et un renforcement de ces arguments. Les défenseurs du capitalisme, conçu comme un système basé sur la propriété privée, l'allocation des ressources par l'intermédiaire du marché et l'entrepreneuriat, ont généralement souligné l'efficacité et la rationalité du processus de développement capitaliste. Selon eux, les intérêts privés peuvent se concilier spontanément avec le bien commun et le niveau de vie de la population peut s'améliorer systématiquement sur de longues périodes grâce aux bienfaits de la concurrence. La distribution fondée sur le jeu du marché est dans l'ensemble équitable, les individus recevant en principe des revenus proportionnels à leurs apports productifs. Le socialisme hypothétique ou existant est jugé économiquement irrationnel et inefficace car il détruit les bases institutionnelles et spirituelles de la "bonne économie". Au demeurant, il est incompatible avec la liberté, non seulement économique, mais aussi politique.

Les partisans du socialisme, défini comme un système basé sur la propriété sociale et la coordination planifiée de l'économie, ont souvent invoqué des critères normatifs analogues à ceux de leurs adversaires, mais ils en tirent des conclusions diamétralement opposées quant aux réalités historiques. Ils voient dans le capitalisme un système irrationnel résultant de l'anarchie du marché, source de gaspillage et de souffrances sociales considérables (sous l'effet notamment des crises et du chômage). Un système qui engendre de profondes inégalités et favorise une minorité riche, aussi bien à l'intérieur des pays capitalistes qu'au niveau de l'économie capitaliste mondiale. Le socialisme idéal ou existant est au contraire perçu comme un système permettant un développement rationnel résultant d'une planification délibérée, capable d'éliminer des tares capitalistes telles que les crises récurrentes, le gaspillage et le sous-emploi, un système qui favorise l'égalité sociale et peut promouvoir une forme supérieure de liberté où une société homogène est en mesure de maîtriser sa propre marche en avant.

Cette esquisse est évidemment une caricature, car il y avait place, dans chacune des deux familles de pensée, pour bien des divergences, des oppositions et des évolutions. Mais les deux familles ont existé et elles ont structuré les idées du XX<sup>ème</sup> siècle. De part et d'autre, on trouve des approches fortement tranchées, ainsi qu'une distinction entre les réalités historiques du système préféré - dont il était admis qu'il pouvait comporter en fait de nombreuses imperfections ou de nombreuses distorsions dues à une mauvaise gestion - et le modèle idéal qui devait, par sa nature même, indiquer une direction fiable pour les progrès futurs (Chavance, 1994a).

Le débat systémique reposait donc sur un ensemble analogue de valeurs ou d'objectifs proclamés : rationalité, efficacité et équité à un niveau général, et modernisation, croissance et amélioration du niveau de vie pour la majorité de la population sur un plan plus concret. Les poids relatifs attribués à ces valeurs pouvaient certes varier, mais elles constituaient en bloc les bases normatives de la modernité économique.

**Tableau 1**  
***Visions contrastées des deux systèmes à partir de valeurs analogues***

<b><i>Le bon système (capitalisme ou socialisme)</i></b>	<b><i>Le mauvais système (socialisme ou capitalisme)</i></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rationalité et efficacité globale</li> <li>- Possibilité d'une croissance soutenue et prolongée</li> <li>- Justice sociale éventuellement réalisée</li> <li>- Développement économique et modernisation pour les retardataires</li> <li>- Liberté garantie (individuelle ou sociale)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Irrationalité et gaspillages</li> <li>- Instabilité, fluctuations endogènes</li> <li>- Distribution inégale de la richesse et du revenu, ou du pouvoir</li> <li>- Obstacles à un développement authentique, dépendance vis-à-vis d'une ou plusieurs grandes puissances</li> <li>- Impossibilité d'exercer une véritable liberté</li> </ul>

## II. COMPARAISON DES DEUX SYSTÈMES

### A. Similitudes générales et dispositifs institutionnels

La plupart des interprétations du capitalisme et du socialisme en tant que systèmes économiques reposaient sur un modèle qui en soulignait les caractères antagonistes (Sternberg, 1958). Mais, au niveau historique et théorique général, il y avait d'importantes similitudes qui semblaient indiquer qu'il existait entre les deux familles de systèmes une sorte de fraternité, voire de jumeauté, qui était le produit de leur co-évolution. Le capitalisme et le socialisme sont l'un et l'autre des systèmes monétaires-salariaux hautement diversifiés, reposant sur une division du travail extrêmement poussée à l'intérieur de l'économie et au sein de vastes organisations. Pour l'un et l'autre, le problème consiste à définir des formes ou des régimes soutenables d'accumulation du capital et de distribution du revenu. La coordination de la division du travail dans une économie complexe et monétaire, et la reproduction du rapport salarial - qui implique des tensions structurelles aux stades de la production et de la distribution - doivent trouver des médiations institutionnelles adéquates et cohérentes. Et ces médiations devraient permettre la croissance et le développement, conditions de la viabilité systémique - et conférer une légitimité à la domination sociale (au sens wébérien). Étant donné que les systèmes économiques nationaux représentent des configurations complexes de nombreuses institutions interdépendantes - dont certaines sont le produit d'une création délibérée et d'autres de l'évolution (et, le plus souvent, d'une combinaison entre création et évolution) - ils se trouvent confrontés, dans une perspective dynamique, aux impératifs contradictoires de la cohérence et de la stabilité d'une part, de la souplesse et de l'adaptabilité, d'autre part.

## B. Quelques réserves

Les conclusions qui se dégagent de l'expérience historique réelle des systèmes nationaux appartenant à chacune des deux familles semblent en fait moins tranchées que celles qui ressortent de l'opposition entre les modèles généraux de chaque système. Si certaines caractéristiques positives du système préféré semblaient prendre davantage de force à telle ou telle période ou dans tel ou tel pays, certains traits négatifs sont aussi apparus plus clairement à différentes périodes ou dans différents pays. Des caractéristiques significatives observées régulièrement dans des pays appartenant à chacune des familles systémiques existant dans le monde réel ont conduit à une évaluation comparative où les tendances positives et négatives coexistaient de part et d'autre, rendant encore plus difficile une comparaison économique vraiment objective (voir tableau 2).

**Tableau 2**  
**Les deux grands systèmes historiques**

<i>Caractéristiques générales communes</i>	<i>Capitalisme</i>	<i>Socialisme</i>
	<i>Division du travail, économies monétaires-salariales</i>	
Régime politique	Divers (démocratique ou autoritaire)	Régime de parti unique basé sur l'idéologie marxiste-léniniste (dictature)
Formes dominantes de propriété et de coordination	Propriété privée Coordination par le marché	Propriété étatique Coordination résultant de médiations verticales
Type de déséquilibre structurel	Economie de surplus (système contraint par la demande)	Economie de pénurie (système contraint par les ressources)
Tendance dominante dans le domaine de l'emploi	Sous-emploi	Pénurie de main-d'oeuvre
Régime d'accumulation	Divers : extensif, intensif, mixte	Essentiellement extensif
Stabilité ou croissance	Faible, fortes fluctuations, cycles économiques	Faible, fortes fluctuations, cycles d'investissement
Stabilité des prix	Généralement faible	Généralement forte
Changement technologique	Généralement rapide, endogène	Généralement retardataire, souvent imitatif
Degré de sécurité sociale pour les salariés	Généralement faible, tend à s'améliorer historiquement	Généralement élevé
Distribution du revenu	Inégale	Assez égalitaire (pour les revenus officiels)
Gains résultant de la croissance pour le consommateur	Importants	Limités
Relation entre l'économie nationale et l'économie internationale	Généralement forte	Généralement limitée



### III. PRINCIPALES PÉRIODES DE LA CO-EVOLUTION ET PERCEPTIONS MUTUELLES

La grande dépression a profondément marqué aussi bien les défenseurs que les critiques du capitalisme. A la fin des années 40, le souvenir des années 30, ainsi que l'extension des systèmes socialistes à une partie importante de l'Europe et de l'Asie, ont conféré une certaine crédibilité à une vision pessimiste ou réservée de l'avenir du capitalisme. Dans le même temps, la volonté de modernisation et de développement des pays ayant récemment accédé à l'indépendance renforçait l'attrait du modèle socialiste. Du point de vue économique, le troisième quart du siècle a été pour les deux systèmes une sorte d'âge d' "or", ou plutôt d' "argent", marqué par une croissance globale et des changements structurels significatifs dans beaucoup de pays appartenant à chacune des deux familles systémiques. Dans les années 60, le défi du "rattrapage", réaffirmé par Krouchtchev en 1961, était pris au sérieux par d'éminents dirigeants occidentaux, et l'importance accordée aux critères productivistes comme étalon du succès et le culte de la croissance étaient des traits communs aux deux systèmes.

La période semblait confirmer les vertus que chaque famille idéologique attribuait à son système préféré. Parallèlement, les défauts économiques imputés tant au capitalisme qu'au socialisme semblaient s'atténuer en cette période de forte croissance (il en allait autrement de l'appréciation portée sur l'évolution politique et géopolitique). En fait, on a vu se développer dans cette période une théorie optimiste de la convergence systémique. La gestion macroéconomique mise en oeuvre par l'Etat interventionniste et le recours croissant des firmes géantes à la planification, d'une part, la réduction de la centralisation et l'intérêt renouvelé pour les catégories monétaires et le critère du profit, de l'autre, semblaient indiquer, croyait-on, une évolution possible des deux systèmes vers une "société industrielle" intermédiaire et semblable. Pourtant, si certains pays socialistes sont parvenus à appliquer des réformes économiques positives, la plupart des expériences réformistes ont été décevantes ou éphémères. Au demeurant, l'élément politique inhérent au socle institutionnel de ces systèmes était l'obstacle majeur à toute véritable réforme adaptative (bien que la Chine ait plus tard présenté une intéressante exception).

Des aménagements ont été peu à peu apportés, pour des raisons théoriques et pratiques, à la plupart des dogmes du système socialiste classique (Kornai, 1992), et des réformes économiques avancées ont atténué le contraste avec le système capitaliste. La planification impérative centralisée fondée sur des objectifs physiques, qui avait initialement permis des transformations structurelles rapides, a été bientôt considérée comme une source de graves rigidités et de graves obstacles au changement technologique et organisationnel endogène. Des tentatives ont été faites progressivement pour rétablir la coordination par le marché, considérée tout d'abord comme un "outil" de planification, puis comme un complément ou un moyen de rectification et, finalement, dans des pays réformistes avancés comme la Hongrie, la Pologne et la Chine dans les années 80, comme un mode dominant par rapport à la planification centralisée traditionnelle. Le socialisme de marché, conçu comme une économie combinant la propriété étatique et la coordination par le marché, n'a jamais pu devenir une alternative crédible (en dehors de la Chine), ou même acceptable pour la plupart des *nomenklaturas* en place. La crise de l'alternative de la planification centralisée à la coordination par le marché (Brus et Laski, 1989) a fini par discréditer totalement l'idée de la supériorité de la propriété sociale sur la propriété privée. La propriété sociale avait été considérée, par principe, comme le fondement indispensable

pour mettre fin à la concurrence et à l'anarchie et comme la condition de la gestion unifiée d'économies nationales de grande taille selon le modèle d'une entreprise géante s'étendant à l'ensemble de la société.

La plupart des réformes socialistes n'ont donc pas réussi, en définitive, à améliorer durablement le fonctionnement et les performances de l'économie. A la fin des années 70, les économies socialistes européennes et soviétiques entraient dans une ère de "stagnation" (pour reprendre le terme de Gorbatchev), au moment où les économies capitalistes se trouvaient confrontées à une nouvelle crise majeure, avec la fin d'une croissance vigoureuse et relativement stable, l'accélération de l'inflation et le retour du chômage. Les anciennes critiques refaisaient surface et le doute surgissait de part et d'autre. Chacune des deux familles systémiques concurrentes et antagonistes devait faire face à une crise d'adaptation spécifique, endogène et de grande ampleur, avec des interactions entre les deux crises à l'échelle internationale.

Les années 80 ont marqué le véritable tournant. A l'Ouest, le choc conservateur déclenché par Margaret Thatcher et Ronald Reagan a accéléré l'abandon graduel du compromis keynésien d'après-guerre et s'est traduit par des programmes d'ajustement structurel pour les pays en développement. A l'Est, la crise structurelle s'étendait et durait (à l'exception de la Chine engagée dans un processus de réforme graduel), au moment où tout l'édifice géopolitique de l'hégémonie soviétique commençait à se désagréger sous l'effet des nouvelles politiques de Gorbatchev. Entre 1989 et 1991, les régimes politiques communistes se sont effondrés, provoquant un démantèlement immédiat de la cohérence systémique des économies socialistes. Bien qu'en préparation dans certains pays socialistes au cours des années 80, la transition au capitalisme proprement dit commençait.

#### **IV. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET STYLES DE DÉVELOPPEMENT**

L'objectif de "rattraper et dépasser" le capitalisme a joué un rôle central dans la formation et l'évolution des systèmes socialistes, parfois combiné à des motivations nationalistes, comme dans les régimes asiatiques (Riskin, 1985). Cet objectif a été réaffirmé par Lénine, Staline, Krouchtchev et Mao Zedong. La plupart des pays entrant dans la famille socialiste avaient un faible niveau de développement économique, ou un niveau intermédiaire. L'idéologie marxiste-léniniste considérait que le capitalisme était incompatible avec la modernisation et la libération économique et sociale dans les pays retardataires, alors que les institutions et les systèmes socialistes devaient permettre, sans limite aucune, la croissance, les transformations structurelles et l'amélioration du bien-être.

Dans la phase initiale, le style de croissance reposait sur une stratégie spécifique de déséquilibre et mettait l'accent sur une liste de priorités : priorité de l'industrie sur l'agriculture, de l'industrie lourde sur l'industrie légère et, de façon générale, de la production sur la consommation (Nove, 1969). Cette stratégie s'est cristallisée dans des institutions et dans des comportements des agents économiques qui sont peu à peu devenus un mode de développement plus ou moins inflexible, manifestement réfractaire aux tentatives réformistes ultérieures (Chavance, 1994b). La mise en place des nouvelles structures industrielles avait un caractère imitatif et répétait des schémas productifs caractéristiques de la période précédente d'industrialisation capitaliste. Dans le quart de siècle qui a suivi la seconde guerre mondiale, le

régime fordiste qui s'était imposé dans le monde capitaliste avancé était très différent, et s'appuyait sur une interaction relativement vertueuse entre la croissance de la productivité, l'investissement et l'augmentation de la production et de la consommation de masse. Les tensions résultant de la réussite relative des deux modèles sont apparues au grand jour dans les années 70. Les deux familles systémiques ont réagi différemment à leurs crises structurelles de plus en plus aiguës.

L'échec final des systèmes économiques socialistes a été plutôt un échec relatif qu'un échec absolu. Son ampleur doit être appréciée à l'aune des critères que les régimes politiques communistes s'étaient eux-mêmes fixés aux fins de comparaison avec le capitalisme ("rattraper et dépasser" le système capitaliste en termes de productivité, de production globale et de consommation). Au demeurant, leur démantèlement final n'a pas été le résultat des seuls facteurs économiques, mais de l'interaction entre ces derniers et les contradictions géopolitiques à l'oeuvre à l'intérieur de la sphère socialiste et à l'échelle mondiale. La crise économique structurelle des années 80 n'a été que la toile de fond d'un processus déclenché par les réformes de Gorbatchev, et finalement par sa décision de ne pas user de la force soviétique et de ne pas appuyer la répression dans les pays où les mouvements de protestation contre les régimes communistes repartaient de l'avant. Cette toile de fond économique explique également que les tendances mêmes dans lesquelles Schumpeter (1942) voyait dans l'entre-deux-guerres l'annonce d'un dépérissement du système capitaliste se retrouvent à l'oeuvre, par une étrange ironie, dans la dernière décennie des économies socialistes est-européennes - plus concrètement les "murs qui s'effritent", la "perte de vitalité des possédants", les critiques de plus en plus vives émanant des intellectuels, et la perte de confiance de la classe dirigeante dans son propre système et son propre avenir.

### **Changement, innovation et adaptation**

L'évolution systémique en régime capitaliste repose sur un processus de changement technologique, organisationnel et institutionnel permanent. Le changement s'opère parfois par petits pas et parfois par mutations rapides et de grande portée. Le dynamisme interne de l'économie capitaliste a été souligné aussi bien par Marx que par Schumpeter, et tous deux avaient une vision commune des effets ambigus de ce processus de changement perpétuel qui se révélait à la fois créateur et destructeur (mais il y avait entre eux des divergences quant aux causes du phénomène et dans leur appréciation de l'équilibre entre création et destruction). Les rivalités entre économies et entités politiques nationales, ainsi que la concurrence et les conflits sociaux à l'intérieur des Etats-nations capitalistes ont joué un rôle historiquement décisif dans ce "tourbillon de destruction créatrice".

La création des systèmes socialistes est apparue comme une gigantesque expérience d'innovation organisationnelle et institutionnelle qui a connu un succès initial significatif dans la poursuite d'importants objectifs de développement définis par les régimes communistes (d'autres objectifs, par exemple l'accroissement de la consommation ou la participation populaire ont été très tôt délibérément sacrifiés ou reportés). Cependant, leur faculté d'adaptation au changement interne et externe s'est finalement révélée bien limitée dans une perspective de long terme. Une sorte de blocage systémique se faisait de plus en plus sentir, en raison de la "cohérence du système classique" (Kornai, 1992) et des restrictions rigoureuses que la "base institutionnelle" (régime communiste de parti unique associé à la place prépondérante de la propriété étatique) imposait

à un véritable processus de changement adaptatif sur les plans technologique, organisationnel et institutionnel. Ces contraintes étaient exacerbées par la souveraineté limitée des pays de la sphère sous domination soviétique (Berend, 1996). On observe que deux pays socialistes seulement - la Yougoslavie et la Chine - sont allés assez loin dans la réforme de leur économie, mais tous deux s'étaient détachés de la sphère soviétique.

## **V. LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION ET LA DOCTRINE DE LA TRANSITION**

La transformation post-socialiste a débuté avec la désintégration du socle institutionnel socialiste. En Europe centrale et en Union soviétique le phénomène s'est produit lorsque le pilier politique de la base s'est effondré - fin du régime de parti unique (Kornai, 1998) - tandis qu'en Asie (Chine et Vietnam) la transformation socialiste s'est opérée graduellement avec l'érosion progressive du pilier de la propriété - fin de la domination du régime classique de propriété étatique (Chavance, à paraître en 2000). La transformation représente le processus évolutif par lequel une économie nationale passe de la famille socialiste à la famille capitaliste à la suite d'un changements institutionnel et organisationnel majeur. On peut dire qu'il y a passage d'une espèce systémique à l'autre, à l'intérieur du genre commun des systèmes monétaires-salariaux. L'aboutissement du processus de co-évolution des deux familles systémiques rivales a des conséquences considérables, mais ambiguës, pour l'espèce restante, et désormais unique, l'espèce capitaliste. La course aux armements est terminée, mais les pressions incitant à tenir compte des tensions à l'oeuvre dans les sociétés capitalistes et l'ensemble de l'économie mondiale sont considérablement réduites.

Dans les ex-pays socialistes d'Europe orientale et en Union soviétique, le processus de transformation s'est engagé sous le signe d'une doctrine de la transition bien spécifique adoptée par la plupart des gouvernements après l'effondrement de ce qui subsistait des idéologies communistes, et sous la pression d'organisations internationales et d'Etats occidentaux. Ses principaux éléments constitutifs étaient les théories néolibérales dominantes et le consensus de Washington. La stabilisation, la libéralisation et la privatisation étaient présentées comme les objectifs majeurs de cette expérience historique sans précédent. La première priorité était la lutte contre l'inflation, et la rapidité était considérée comme une condition essentielle de la privatisation. La "thérapie de choc" appliquée en Pologne offrait un modèle pour la mise en place d'une économie de marché dans une période historiquement brève (Balcerowicz, 1995). La stabilisation macroéconomique allait ramener la croissance, la libéralisation et la privatisation faciliteraient un retour aux bonnes incitations et stimuleraient l'indispensable restructuration des capacités productives.

### **A. La dépression et d'autres surprises**

A mesure que se déroulait le processus de transformation, de nombreux phénomènes inattendus se sont produits. C'était, pour ainsi dire, prévisible, vu l'ampleur et la complexité de cette mutation historique, mais certains de ces événements constituaient d'importantes surprises du point de vue de la doctrine de la transition. Une crise sévère a frappé tous les pays, en Europe orientale et dans l'ex-Union soviétique : le PIB a chuté, l'investissement s'est effondré, la production industrielle s'est contractée, les salaires réels ont diminué, l'inflation a atteint des

niveaux élevés et le chômage a fait son apparition et s'est aggravé partout (Lavigne, 1999). Pendant la même période, les pays socialistes d'Asie - la Chine et le Vietnam - qui entreprenaient des réformes graduelles en suivant des méthodes tout à fait différentes de celles qu'impliquait la doctrine de la transition, connaissaient une croissance vigoureuse et prolongée. De nombreuses tendances négatives sont apparues à la suite de la dépression post-socialiste et des tensions issues de la transformation. L'aggravation générale des inégalités sociales et de la pauvreté (Kolodko, 1998) ressort des indicateurs démographiques. La criminalité et la corruption ont fait tache d'huile et l'économie parallèle a gagné du terrain. La privatisation s'est révélée plus difficile qu'on ne s'y attendait, et a eu souvent des effets imprévus. Le régime de propriété étatique s'est en fait montrée relativement élastique, la privatisation en faveur d' "initiés" est devenue un phénomène largement répandu (Uvalic, Vaughan-Whitehead, 1997), des interconnexions complexes de propriété croisée se sont développées, et aucune relation claire n'est apparue au cours de la première décennie entre la privatisation et le processus multidimensionnel de restructuration de l'entreprise et de l'industrie (Estrin, 1998) (à l'exception des participations étrangères qui, dans la plupart des cas, ne concernaient qu'une minorité d'entreprises d'Etat).

Etant donné les très nombreuses surprises qui n'ont pas tardé à apparaître dans la première phase de la transformation, et à la suite de controverses sur les politiques appliquées et leur fondement théorique, la seconde moitié des années 90 a vu se développer une doctrine de la transition assortie de certaines retouches. Cette doctrine reconnaît en partie certains points : la place insuffisante accordée aux institutions dans la phase initiale, plus spécialement à la dimension juridique et au rôle de l'Etat; l'importance de l'objectif de la croissance réelle, qui ne peut résulter spontanément de la seule stabilisation monétaire; le rôle du gouvernement d'entreprise, parallèlement aux changements apportés au régime de propriété, et le rôle des dimensions sociales de la transformation systémique (Banque mondiale, 1996, 1997; Zecchini, éd., 1997). Ces aspects avaient déjà été mis en relief par des écoles économiques autres que l'école classique, notamment par des auteurs institutionnalistes, keynésiens, autrichiens et évolutionnistes de divers courants (notamment Murrell, 1992; Stark, 1992; Amsden, Kochanowicz et Taylor, 1994; Ellman, 1994; Nove, 1995; Eatwell et autres, 1995; Poznanski, éd., 1995). Mais ceux-là aussi ont eu leur part de surprises, avec l'impact contrasté de la thérapie de choc sur la Pologne et la Fédération de Russie, ou l'importance réelle d'une refonte des règles formelles (de la législation), la possibilité pratique de certaines formes d'ingénierie sociale holistique (Ellman, 1997), l'acceptation générale des tensions de la transformation par les populations, et le fait qu'un plaidoyer en faveur du "gradualisme" était souvent un prétexte pour ralentir la sortie du socialisme.

Néanmoins, bon nombre de ces analyses *hétérodoxes* ont été confirmées, notamment en ce qui concerne : l'importance de l' "effet de sentier" et l'héritage du passé socialiste (Stark et Bruszt, 1998; Chavance et Magnin, 1997); la résilience des normes informelles dans le processus de changement social (North, 1997a); l'erreur commise par les tenants d'une conception monétaire de la stabilisation en négligeant l'évolution de la sphère réelle (Delorme, 1996); l'importance du secteur des entreprises privées nouvellement créées; l'intérêt comparatif de l'expérience chinoise (Naughton, 1996); le rôle du renforcement des institutions; et la nécessité de transformer et de développer l'Etat, contrairement à la doctrine néolibérale du "moins d'Etat".

La crise asiatique de 1997 et le "*krach*" russe de 1998 ont accéléré le débat sur les politiques et les théories couramment admises, qui s'était développé jusqu'au sein des institutions de Bretton

Woods (Stiglitz, 1998, 1999). Tout en prenant acte de ces aspects positifs dans l'évolution de la doctrine de la transition, il convient cependant d'en souligner les limites, car le noyau néolibéral n'a pas disparu.

## **B. La diversité des trajectoires de transformation**

La diversification frappante des sentiers nationaux d'évolution systémique et développementale a été une autre surprise et une autre énigme pour la doctrine de la transition, caractérisée par une stratégie initiale uniforme et la notion sous-jacente de convergence vers un modèle normatif idéalisé de l' "économie de marché". Il était certes évident que toutes les économies post-socialistes étaient en voie de transition vers la famille capitaliste, mais cette mutation se révélait beaucoup moins déterministe et beaucoup plus dépendante de la trajectoire qu'il n'était envisagé dans la conception téléologique de la "transition".

A un niveau intermédiaire d'abstraction entre les différentes trajectoires nationales de transformation et l'évolution de l'ensemble de la famille post-socialiste, il y a eu trois trajectoires distinctes de transformation. Sur ces trajectoires, des phénomènes interdépendants - changements politiques, mutations institutionnelles, trends macroéconomiques et tendances sociales - se sont généralement renforcés mutuellement et ont généré des configurations spécifiques de processus de causalité cumulatifs. Le tableau 3 présente une vue formalisée des trois trajectoires : le libéralisme social eurocentré, prépondérant en Europe centrale; la crise dépressive de l'Etat, typique des sociétés post-soviétiques; et le gradualisme dans un contexte de forte croissance que l'on observe dans les économies réformistes d'Asie. Bien que certains pays post-socialistes suivent une voie intermédiaire entre la première et la deuxième trajectoires (dans les Balkans par exemple), cette conception des trois voies de passage au capitalisme paraît assez solide. Les explications monocausales, fondées sur l'héritage pré-socialiste ou socialiste, sur les formes initiales du changement politique, sur les stratégies et les politiques suivies, sur les influences extérieures ou sur les différences culturelles donnent toutes une image très partielle de la diversité des trajectoires de transformation.

Les multiples liens interdépendants de causalité et de rétroaction qui existent entre les processus de transformation dans les différentes sphères de la société et de l'économie et qui sous-tendent la diversité des trajectoires nationales ou régionales sont un indice de l'énorme complexité de la transformation systémique. Dans un tel processus, tous les éléments du système économique, de la sphère juridique et du régime politique subissent de profonds changements tandis que les différences sociales sont remodelées, que les valeurs culturelles se modifient et que l'environnement international change. Toutes ces mutations s'opèrent au cours d'une période historique concentrés sur une décennie environ, mais leurs rythmes ou leurs horizons temporels respectifs varient. La théorie économique traditionnelle, basée sur l'analyse de l'équilibre, est mal armée pour expliquer ce type de processus de causalité cumulatifs. Une analyse institutionnelle comparative qui évite toute approche réductionniste, "économistique", est indispensable pour comprendre ces processus de changement nationaux, sectoriels et locaux dépendants de la trajectoire.

**Tableau 3: Première décennie de la transformation post-socialiste: comparaison entre trajectoires stylisées**

		<i>Social-libéralisme eurocentré (Europe centrale)</i>	<i>Crise dépressive de l'Etat (ex-Union soviétique)</i>	<i>Gradualisme avec forte croissance (Asie, Chine, Vietnam)</i>
<i>Le politique et l'Etat</i>	Mode de désagrégation du socle institutionnel (sortie du socialisme)	Rupture brutale (destruction du pilier politique)	Rupture brutale (destruction du pilier politique)	Changement graduel (érosion du pilier de la propriété, assouplissement idéologique)
	Evolution politique	Consolidation démocratique, coalitions successives	Démocratie en trompe-l'oeil	Régime autoritaire (parti unique) avec des éléments de "pluralisation" informelle
	Légitimité de l'Etat	Plutôt forte	Faible	Plutôt forte
	Capacité administrative et fiscale de l'Etat	Plutôt forte	Faible	Plutôt forte
	Corruption, criminalité	En progression, mais encore limitée	Forte	Importante
	Différenciation régionale	Limitée (pays de petite dimension)	Très forte, tendance à la fragmentation	Forte, mais pas de fragmentation
<i>Change- ments institution- nels et organisa- tionnels</i>	Changement institutionnel (nouvelles règles formelles, législation)	Changement de grande ampleur et rapide; règles plutôt strictes mais instables	De grande ampleur et rapide; règles lâches, très instables	De grande ampleur mais graduel; règles plus ou moins lâches mais formalisme limité
	Privatisation de l'économie (privatisation des actifs de l'Etat; extension des nouvelles entreprises privées)	Plutôt rapide, relativement légitime	Rapide, très faible légitimité	Graduelle, pas de "grande privatisation" des actifs de l'Etat
	Emergence de nouvelles formes de propriété	Formes multiples: appropriation du capital par des initiés, fonds d'investissements, banques, propriété d'Etat. Nombreuses relations de propriété croisée, droits de propriété flous	Appropriation du capital par des initiés, groupes financiers-industriels	Extension considérable de formes de propriété "non étatique", mais pas strictement privée, distinction floue entre propriété privée et publique
	Changement organisationnel	Forte expansion des PME privées (souvent de micro-entreprises), restructuration des anciennes entreprises d'Etat	Expansion limitée des PME privées, lente restructuration des anciennes entreprises d'Etat	PME, lente restructuration des anciennes entreprises d'Etat
	Réseaux	Remodelés et transformés dans le nouvel environnement	Résilients; rôle renforcé de mécanisme de coordination	Remodelés, mais rôle important dans les formes capitalistes émergentes

		<i><b>Social-libéralisme eurocentré (Europe centrale)</b></i>	<i><b>Crise dépressive de l'Etat (ex-Union soviétique)</b></i>	<i><b>Gradualisme avec forte croissance (Asie, Chine, Vietnam)</b></i>
<i><b>Tendances macro- économiques</b></i>	Croissance	Dépression initiale d'environ trois ans, puis reprise d'une croissance fragile mais durable	Dépression prolongée (réduction cumulative du PIB d'environ 50%)	Croissance forte et durable
	Chômage	Accroissement initial rapide, stabilisation à un niveau proche des niveaux "européens"	Faible chômage déclaré (mais niveau réel plus élevé: 10-15%), et croissant	Niveau réel élevé
	Inflation	Forte flambée initiale des prix, suivie de taux d'inflation en baisse, mais encore relativement élevée	Méga-inflation prolongée, tombant ensuite à des niveaux instables. Rôle important de l'économie de troc	Tendances inflationnistes dans une fourchette moyenne
	Ouverture à l'économie internationale	Réorientation rapide du commerce en direction de l'Ouest (essentiellement l'UE). IED importants dans le secteur manufacturier, mais concentrés dans les pays avancés	Echanges extérieurs fortement influencés par la dépression. Faible niveau d'IED, concentrés dans le secteur de l'énergie	Ouverture graduelle mais intensive, forte expansion du commerce extérieur. Niveau élevé d'IED dans le secteur manufacturier
<i><b>Tendances sociales</b></i>	Inégalité, pauvreté	Fort accroissement de l'inégalité et de la pauvreté au début de la transformation, puis recul relatif	Explosion de l'inégalité, niveau élevé de pauvreté	Aggravation de l'inégalité, réduction de la pauvreté absolue
	Démographie	Recul de la fécondité, accroissement de la morbidité (et détérioration de l'indice du développement humain (IDH) dans la plupart des cas)	Recul de la fécondité, accroissement de la morbidité, accroissement brutal de la mortalité, recul de l'espérance de vie, détérioration de l'indice du développement humain (IDH)	Amélioration de l'indice du développement humain (IDH)
	Protection sociale des salariés	Socialisée (externalisée des entreprises). Niveau de protection élevé mais décroissant	Encore partiellement internalisée dans les grandes entreprises. Faible niveau de protection	Internalisée dans les grandes entreprises, externalisation graduelle. Faible niveau de protection
	Relation entre les élites politiques et économiques	Différenciation	Importants chevauchements	Chevauchements, différenciation partielle



A un niveau plus désagréé, des différences importantes, et parfois de plus en plus prononcées, sont apparues entre les trajectoires nationales au cours de la première décennie de la transformation, même à l'intérieur du même groupe de pays (Chavance, Magnin, 1997, 1998; Elster, Offe et Preuss, 1998). La diversité des sentiers nationaux et régionaux de transformation, source d'une grande variété dans les capitalismes post-socialistes émergents (Magnin, 1999), illustre le rôle de configurations institutionnelles originales et mouvantes qui sont l'essence même du changement systémique.

L'héritage historique, les conditions initiales, mais aussi l'interdépendance systémique et des configurations nationales spécifiques d'institutions expliquent pourquoi la même réforme ou le même transfert institutionnel, ou une politique analogue, peuvent produire des résultats très différents dans différents pays. La réforme graduelle, basée sur un régime de prix et de planification dual, a permis à l'économie chinoise de "sortir du plan par la croissance" (Naughton, 1996); mais elle a constitué un facteur important de la désintégration de l'économie soviétique sous Gorbatchev (Chavance, 1994a); les programmes accélérés de "grande privatisation" ont abouti à différentes formes de propriété du capital et de gouvernement d'entreprise, comme on l'a vu, par exemple, en République tchèque et dans la Fédération de Russie; la thérapie macroéconomique de choc a eu des effets opposés en Pologne et dans la Fédération de Russie; la législation des faillites a connu un sort différent dans les différentes économies en voie de transformation; et le lien entre le profil de croissance et l'évolution de la répartition a pris des formes très différentes selon les pays et les régions.

La diversité des expériences explique pourquoi les généralisations formulées au sujet de la "transition" risquent souvent d'être démenties par des exemples opposés tirés de contextes nationaux différents. Il est peu probable que l'on puisse dégager des lois absolues pouvant rendre compte d'un processus historique aussi complexe, polymorphe et controversé, mais on peut tirer quelques leçons historiques et théoriques provisoires.

## **VI. QUELQUES LEÇONS PROVISOIRES**

Le capitalisme est le seul système monétaire-salarial moderne qui se soit révélé viable sur le long terme. Le socialisme, en tant que système alternatif, s'est révélé viable sur un horizon de quelques décennies, mais pas au-delà (Kornai, 1992). Son échec est flagrant, si l'on prend pour critère les objectifs et les valeurs mêmes auxquels ses protagonistes et ses défenseurs accordaient une importance fondamentale, en particulier l'objectif consistant à dépasser le capitalisme en termes de rationalité, d'efficacité et de bien-être, et finalement de le remplacer par le socialisme perçu comme un système économique historiquement plus avancé. Si le socialisme est considéré comme une solution de rechange au capitalisme dans les pays qui avaient manqué la première révolution industrielle (comme l'a suggéré Robinson, 1960), le jugement global est plus nuancé, mais dans la plupart des cas (la Chine étant l'exception, comme on l'a déjà noté), si le retard économique par rapport aux pays capitalistes se trouvant à un niveau initial de développement analogue s'est tout d'abord réduit, par la suite le fossé n'a pas cessé de se creuser au cours des deux ou trois dernières décennies du cycle de vie systémique des économies socialistes (Asselain, 1999).

Les systèmes monétaires-salariaux sont en général confrontés à des problèmes permanents d'évolution et de changement résultant de tensions au cours du processus d'accumulation et de développement; ces problèmes peuvent trouver des solutions provisoires grâce à des changements ou à des innovations organisationnels et institutionnels endogènes ou imitatifs, ou n'y parviennent pas. Ils prennent des formes aiguës dans les périodes de crises structurelles, et restent à l'état latent dans les périodes relativement limitées de croissance stable et maîtrisée. La famille des systèmes capitalistes nationaux a surmonté trois ou quatre crises structurelles au cours des deux derniers siècles; mais la plupart des pays de la famille socialiste n'ont pas pu trouver d'issue à leurs crises structurelles des années 80. Une crise majeure est essentiellement une crise *d'adaptation* pour les institutions et les organisations, ce qui signifiait, pour les deux familles systémiques au cours du XXème siècle, une adaptation à leur processus même de co-évolution.

L'ambiguïté du développement capitaliste, tel qu'il est analysé par les grands théoriciens, a été généralement confirmé par l'expérience historique : les éléments positifs et négatifs, créateurs et destructeurs, bénéfiques et délétères, se combinent dans ce système, et leurs poids respectifs se modifient à différentes périodes et dans différents contextes nationaux et internationaux. Certains (mais assurément pas tous) défauts systémiques du capitalisme en tant que système économique signalés par les théories critiques ou les mouvements sociaux depuis le XIXème siècle ont été confirmés par l'histoire - en premier lieu l'instabilité, le chômage et les inégalités. Keynes (1926), ou Kornai (1997) dans la période récente, envisagent le capitalisme en termes de dilemmes inéluctables et de compromis nécessaires entre des valeurs antagonistes. En fait, le jugement le plus pénétrant sur le capitalisme a été formulé par Keynes, qui combinait le critère d'efficacité à une évaluation normative : "Pour ma part, je crois que le capitalisme, judicieusement géré, peut sans doute se révéler plus efficace dans la poursuite des objectifs économiques que tout autre système aujourd'hui concevable, mais qu'il est en soi critiquable à bien des égards. Notre problème consiste à mettre en place une organisation sociale qui soit aussi efficace que possible sans porter atteinte à nos conceptions d'un mode de vie satisfaisant" (Keynes, 1926: 294). Au terme d'un siècle qui a permis des progrès extraordinaires et a en même temps produit des pertes et des souffrances humaines d'une ampleur sans précédent, cette attitude semble plus sage que le "triomphalisme capitaliste" (Wiles, 1992), à un moment où le défi du socialisme appartient définitivement au passé.

L'une des leçons générales concerne l'importance de la diversité historique contemporaine des trajectoires et des systèmes économiques nationaux dans chacune des grandes familles systémiques et dans le processus de transition de la famille socialiste à la famille capitaliste (Chavance et Magnin, 1998). Les relations internationales et transnationales exercent une influence considérable, qui n'a fait évidemment que croître au cours de la période historique récente. Cependant, les mécanismes institutionnels nationaux restent le niveau décisif auquel les variantes spécifiques de capitalisme apparaissent et perdurent, car l'Etat, le politique et le rapport salarial conservent tous un substrat national (Boyer, 1999). Différentes configurations d'économies capitalistes coexistent pendant de longues périodes, de nouvelles apparaissent, et on ne peut pas s'attendre à une convergence absolue vers un type optimal (ou sous-optimal) hypothétique, même dans une période de "mondialisation", où les interdépendances entre Etats-nations sont redéfinies à l'échelle mondiale (Berger et Dore, 1996).

La quête de valeurs universelles, mais souvent contradictoires de modernité (liberté, égalité, rationalité, efficacité et solidarité), va se poursuivre. Ce sera la recherche de différents types de capitalisme inscrits dans des contextes socio-historiques divers, un processus sans fin de réformes adaptatives déclenché par le changement endogène continu spécifique du capitalisme en tant que système économique.

### **Le marché, l'Etat et l' "effet de sentier"**

La fin des systèmes socialistes a renforcé la notion d' "économie de marché", pivot de la tradition néoclassique, comme catégorie spécifique caractéristique des systèmes modernes développés. Cette conception repose sur le modèle de l'échange, le chiffre du prix réel, le concept d'équilibre et la notion d'allocation optimale; elle met l'accent sur les éléments communs ou sur la convergence entre économies nationales, plus particulièrement dans la période économique récente; elle définit le système par référence à un mode de coordination, à savoir le marché (Boyer, 1997). Mais il est frappant de noter que de grands économistes ou de grands historiens qui défendent différentes théories du capitalisme - par exemple Marx, Schumpeter, Keynes, Polanyi (1944), Braudel (1979) - ont tous opposé le capitalisme en tant que concept à la représentation réelle ou normative de l'économie de marché. Dans cette perspective, une plus grande importance est accordée à la production et l'accent est mis sur le problème du changement résultant de tensions ou de conflits; l'efficacité adaptative passe au premier plan; le rôle des institutions et de l'histoire est souligné, la diversité des trajectoires nationales est mise en question; et le système est défini par une catégorie monétaire - le capital. L'histoire contemporaine confirme la plus grande pertinence de ces approches alternatives.

Le contraste remarquable entre la trajectoire russe de transformation et les sentiers suivis par les pays d'Europe centrale et d'Asie apporte certains enseignements théoriques sur la transformation systémique et le rôle de l'Etat, l' "effet de sentier" et l'irréversibilité. L'affaiblissement cumulatif de la capacité et de la légitimité de l'Etat dans la Fédération de Russie a été accéléré par le programme de privatisation extrêmement rapide et corrompu; par des politiques délibérées de réduction radicale de la dépense budgétaire dans une période de sévère dépression - d'où des arriérés de salaires et de paiements dans le secteur public, qui ont sapé tout le système fiscal et accéléré la démonétisation et la fragmentation de l'économie; par des initiatives telles que l'opération "prêts en échange d'actions" en 1996, qui ont renforcé le pouvoir croissant des groupes oligarchiques financiers/industriels/médiatiques sur l'Etat et l'économie; et par la libéralisation rapide des marchés financiers dans des conditions de fragilité du système bancaire et de risques systémiques de plus en plus aigus (Sapir, 1998). Un processus de causalité cumulatif s'est ainsi engagé, dans lequel des changements interdépendants dans les institutions formelles et informelles et le comportement des agents ont abouti à un blocage pervers désormais caractéristique de la trajectoire post-soviétique. En Europe centrale, au contraire, beaucoup de pays ont réussi à remodeler et reconstruire leur potentiel. Cette démarche a joué un rôle décisif dans le déclenchement d'un processus cumulatif, fragile mais finalement positif, de transformation systémique et de croissance (Sgard, 1997; Kolodko et Nuti, 1997). La consolidation démocratique et les perspectives d'intégration à l'UE ont été certainement des facteurs contributifs importants. Cependant, la trajectoire chinoise, où ces facteurs sont absents, met également en évidence le rôle décisif de l'appareil d'Etat dans le cercle vertueux de croissance qui a accompagné des réformes institutionnelles graduelles et discontinues étalées sur deux décennies (comme le

montrent, par exemple, les réformes de l'agriculture, la politique de la porte ouverte, le régime provisoire du "double rail" dans l'industrie et la refonte du système fiscal - Chavance, à paraître en 2000).

Dans le processus de transformation post-socialiste, l' "effet de sentier" signifie que l'héritage des institutions et des modes de comportement socialistes est encore présent dans la plupart des sociétés, comme les analyses des mécanismes institutionnels l'ont justement montré; et il continuera d'en être ainsi pendant quelque temps encore. Mais le poids et l'impact de cet héritage sont extrêmement variables selon les secteurs et les sociétés, et ils se modifient au cours du processus même de transformation systémique. Si l'inertie des règles informelles a été souvent sous-estimée (North, 1997b), il y a eu aussi des cas où ces règles ont changé très rapidement, pour le meilleur ou pour le pire, dans des contextes donnés. L'interaction dynamique entre des règles formelles et informelles mouvantes a donc été d'une grande complexité et fortement tributaire du contexte, et les processus d'apprentissage interactif des agents économiques révèlent de nombreux profils spécifiques selon les secteurs, les régions et les sociétés. L'évolution des règles en général - règles institutionnelles et organisationnelles, règles constitutionnelles et ordinaires, règles formelles et informelles - est au coeur de la transformation systémique, d'où le rôle décisif du droit et de l'Etat dans le processus. Cependant, le rapport entre des configurations émergentes et évolutives de règles interdépendantes et le processus global du développement économique et social est très variable, comme le montre la diversité des trajectoires nationales déjà mentionnée. L'analyse institutionnelle et systémique comparative reste le seul moyen de traiter le problème de la diversité et de tirer de l'histoire quelques enseignements provisoires.

Une décennie de transformation post-socialiste a représenté une expérience historique d'ampleur majeure, où les théories et les politiques ont été soumises à une épreuve souvent cruelle. Le processus de transformation n'est pas achevé, mais il est déjà entré dans une phase nouvelle où il devient partie intégrante du problème général consistant à redéfinir le développement économique dans un monde en voie de mondialisation et de plus en plus inégal.

## RÉFÉRENCES

- Amsden A, Kochanowicz J, Taylor V (1994). *The Market Meets its Match. Restructuring the Economies of Eastern Europe*. Cambridge MA, Harvard University Press.
- Asselain JC (1999). Comment le capitalisme a remporté le conflit du siècle: le basculement des années 1956–1968. In: Chavance B, Magnin E, Motamed-Nejad R, Sapir J, eds. *Capitalisme et socialisme en perspective. Évolution et transformation des systèmes économiques*. Paris, La Découverte: 93–121.
- Balcerowicz L (1995). *Socialism, Capitalism, Transformation*. Budapest, Central European University Press.
- Berend I (1996). *Central and Eastern Europe 1944–1993. Detour from the Periphery to the Periphery*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Berger S and Dore R (1996). *National Diversity and Global Capitalism*. Ithaca, Cornell University Press.
- Boyer R (1997). The variety and unequal performance of really existing markets: Farewell to doctor Pangloss? In: Hollingsworth J, Boyer R, eds. *Contemporary Capitalism: The Embeddedness of Institutions*. Cambridge, Cambridge University Press: 55–93.
- Boyer R (1999). Le politique à l'ère de la mondialisation et de la finance: le point sur quelques recherches régulationnistes. *L'Année de la régulation*: 13–75.
- Braudel F (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin (3 vols).
- Brus W and Laski K (1989). *From Marx to the Market. Socialism in Search of an Economic System*. Oxford, Clarendon Press.
- Chavance B (1994a). *La fin des systèmes socialistes: crise, réforme, transformation*. Paris, L'Harmattan.
- Chavance B (1994b). *The Transformation of Communist Systems. Economic Reforms since the 1950s* (translation of *Les réformes économiques à l'Est: de 1950 aux années 1990*. Paris, Nathan, 1992). Boulder CO, Westview Press.
- Chavance B (forthcoming in 2000). The evolutionary path away from socialism: The Chinese experience. In: Maskin E, Simonovits A, eds. *Planning, Shortage, and Transformation. Essays in Honor of Janos Kornai*. Cambridge MA., MIT Press.
- Chavance B, Magnin E (1997). Emergence of path-dependent mixed economies in Central Europe. In: Amin A, Hausner J, eds. *Beyond Market and Hierarchy. Interactive Governance and Social Complexity*. Cheltenham, Edward Elgar: 196–232.
- Chavance B, Magnin E (1998). National trajectories of post-socialist transformation: Is there a convergence towards western capitalism? *Prague Economic Papers*, VII (3): 227–237, September.
- Delorme R, ed. (1996). *A l'Est du nouveau. Changement institutionnel et transformation économique*. Paris, L'Harmattan.
- Eatwell J, et al. (1995). *Transformation and Integration. Shaping the Future of Central and Eastern Europe*. London, Institute for Public Policy Research.
- Ellman M (1994). Transformation, depression and economics: Some lessons. *Journal of Comparative Economics*, 19(1): 1–21, August.
- Ellman M (1997). The political economy of transformation. *Oxford Review of Economic Policy*, 13(2): 23–32, Summer.
- Elster J, Offe C and Preuss U (1998). *Institutional Design in Post-Communist Societies. Rebuilding the Ship at Sea*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Estrin S (1998). Privatization and restructuring in Central and Eastern Europe. In: Boone P, Gomulka S, Layard R, eds. *Emerging from Communism. Lessons from Russia, China and Eastern Europe*. Harvard, MIT Press: 73–97.

- Keynes JM (1926). The end of laissez-faire. In: *Essays in Persuasion, The Collected Writings of JM Keynes*, Vol. IX. London, Macmillan (1972): 272–294.
- Kolodko G (1998). *Nouveaux riches vs nouveaux pauvres*: Equity issues in policy-making in transition economies. *Emergo*, 5(2), 2–35, Spring.
- Kolodko G, Nuti D (1997). The Polish alternative. Old myths, hard facts and new strategies in the successful transformation of the Polish economy. Helsinki, WIDER.
- Kornai J (1992). *The Socialist System. The Political Economy of Communism*. Oxford, Clarendon Press.
- Kornai J (1997). *Struggle and Hope. Essays on Stabilization and Reform in a Post-Socialist Economy*. Cheltenham, UK, Edward Elgar.
- Kornai J (1998). *From Socialism to Capitalism : What is Meant by the 'Change of System'*. London, The Social Market Foundation.
- Lavigne M (1999). *The Economics of Transition. From Socialist Economy to Market Economy*. Second edition. London, Houndsmills, Macmillan.
- Magnin M (1999). Les transformations économiques en Europe de l'Est depuis 1989. Paris, Dunod.
- Murrell P (1992). Conservative political philosophy and the strategy of transition. *Eastern European Politics and Societies*, 6(1): 3–16.
- Naughton B (1996). *Growing Out of the Plan. Chinese Economic Reforms 1978–1993*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Nelson M, Tilly C and Walker L, eds. (1997). *Transforming Post-Communist Political Economies*. Washington DC, National Academy Press.
- North D (1997a). The contribution of the new institutional economics to an understanding of the transition problem. *WIDER Annual Lectures*, 1. Helsinki, WIDER.
- North D (1997b). Understanding economic change. In: Nelson J, Tilly C and Walker L, eds.: 13–18.
- Nove A (1969). *An Economic History of USSR*. Harmondsworth, UK, Penguin.
- Nove A (1995). Economics of transition: Some gaps and illusions. In: Crawford B, ed. *Markets, States, and Democracy*. Boulder CO, Westview Press.
- Polanyi K (1944). *The Great Transformation*. New York, Farrar and Rinehart.
- Poznanski K, ed. (1995). *The Evolutionary Transition to Capitalism*. Boulder CO, Westview Press.
- Riskin C (1985). *China's Political Economy. The Quest for Development since 1949*. Oxford, Oxford University Press.
- Robinson J (1960). Marx, Marshall and Keynes. *Collected Economic Papers*, 2. Oxford, Basil Blackwell.
- Sapir J (1998). *Le Krach russe*. Paris, La Découverte.
- Schumpeter J (1942). *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York, Harper.
- Sgard J (1997). *Europe de l'Est: la transition économique*. Paris, Flammarion.
- Stark D (1992). Path dependence and privatization strategies in East Central Europe. *Eastern European Politics and Societies*, 6(1): 17–53.
- Stark D, Bruszt L (1998). *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Sternberg F (1958). *Le conflit du siècle. Capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire*. Paris, Seuil.
- Stiglitz J (1998). More instruments and broader goals: Moving toward the post-Washington consensus. *WIDER Annual Lectures*, 3. Helsinki, WIDER.

- Stiglitz J (1999). Whither reform? Ten years of the transition. World Bank, Annual Bank Conference on Development Economics, Washington DC, April.
- Uvalic M and Vaughan-Whitehead D, eds. (1997). *Privatization Surprises in Transition Economies. Employee-ownership in Central and Eastern Europe*. Aldershot, UK, Edward Elgar.
- Wiles P (1992). Capitalist triumphalism in Eastern Europe, or the economics of transition: An interim report. In: Clesse A and Tokes R, eds. *Preventing a New East–West Divide. The Economic and Social Imperatives of the Future Europe*. Baden–Baden, Germany, Nomos.
- World Bank (1996). *From Plan to Market. World Development Report 1996*. Oxford, Oxford University Press.
- World Bank (1997). *The State in a Changing World. World Development Report 1997*. Oxford, Oxford University Press.
- Zecchini S, ed. (1997). *Lessons from the Economic Transition: Central and Eastern Europe in the 1990s*. Dordrecht, Kluwer and OECD.